

Règlement de la Question DES Biens des Jésuites AU CANADA

*En vertu d'une convention intervenue entre le
R. P. A.-D. Turgeon, S.J., délégué "ad hoc"
du Saint-Siège, et le gouvernement de la pro-
vince de Québec.¹*

I

*Principaux faits antérieurs aux négociations concer-
nant le règlement de la Question.*

Des biens considérables appartenant aux Jésuites du Ca-
nada furent réclamés, puis complètement confisqués par les
autorités impériales d'Angleterre, à la mort du Père Casot,
en 1800. Des réclamations énergiques ont été faites à ce
sujet par les autorités religieuses et les citoyens du pays
notamment :

par Mgr Hubert, évêque de Québec..... en 1791
par les citoyens de Québec..... en 1793
par les Évêques Signay, év. de Québec : Turgeon, coadj.
et Lartigue, auxil..... vers 1835
par les év. Signay, Turgeon, Gaulin, Phelan, Bourget,
Prince, Power..... en 1845
par le clergé des diocèses de Québec et de Montréal en 1847

¹ Extraits du volume intitulé "*Documents relatifs au règlement de
la Question des Biens des Jésuites*" (1888-1890)—volume imprimé
par Desbarats & Cie, Montréal, en 1890, et dont un exemplaire,
offert par l'honorable Mercier au R. P. A.-D. Turgeon, recteur du
collège Sainte-Marie, Montréal, est conservé aux archives de ce
collège.

Les "Biens des Jésuites" furent remis au gouvernement de Québec après l'Acte de la Confédération (1867) : de là de nouvelles réclamations :

- par le R. P. Charaux, supérieur des Jésuites en Canada..... en 1874
- par les arch. et év. Taschereau, Laflèche, Langevin, Fabre, A. Racine, Duhamel, Moreau, D. Racine.....en 1878
- par Mgr Taschereau (en vertu d'un indult du 13 oct. 1884) en 1885

Enfin, un indult du 27 mars 1888 autorise les Pères Jésuites du Canada à traiter avec le gouvernement dans la question des *biens* ; et le R. P. Turgeon est nommé par eux pour agir comme leur procureur.

Avant d'entrer en négociation avec le R. P. Turgeon, le gouvernement, dans sa communication officielle du 1er mai 1888, désire lui rappeler :

1° Qu'au sujet de ces biens le gouvernement ne reconnaît aucune obligation civile, mais seulement une obligation morale ;

2° Qu'il ne saurait être question d'une restitution en nature dont le principe a été abandonné par qui de droit (à Rome, en 1884), mais seulement d'une compensation en argent à être fixée à l'amiable ;

3° Que la somme fixée comme compensation devra être exclusivement employée dans la province (de Québec) ;

4° Que vous ferez au gouvernement de la province une cession complète, parfaite et à perpétuité, de tous les biens qui ont pu appartenir, en Canada, à un titre quelconque, aux Pères de l'ancienne Compagnie ; et que vous renoncerez à tous droits sur tels biens et leurs revenus en faveur de notre province ; le tout, tant au nom de l'ancien ordre des Jésuites et de votre corporation actuelle, qu'au nom du Pape, de la S. C. de la Propagande et de l'Église catholique romaine en général ;

5° Que toute convention faite entre vous et le gouvernement de cette province ne vaudra qu'autant qu'elle sera ratifiée par le Pape et la Législature de cette province. "Voilà,

Très Révérend Père, les bases sur lesquelles le gouvernement désire traiter avec vous cette délicate question des biens dits "Biens des Jésuites".....

(signé) Honoré MERCIER,
Premier Ministre.

II

Négociations en vue du règlement de la question.

Le R. P. Turgeon ayant agréé les conditions susdites proposées par le gouvernement comme bases des négociations, l'hon. Mercier l'invita au nom du gouvernement, par lettre du 14 mai 1888, à faire connaître par écrit la compensation à être accordée, "espérant que cette demande sera très raisonnable et modérée, vu les difficultés financières de la province et autres."

Et le R. P. Turgeon formule et appuie ainsi sa demande le 20 mai:

"..... Voici, Monsieur le Ministre, ce que je crois devoir répondre en faveur de la cause que j'ai l'honneur de défendre.

"D'après les rapports officiels que vous avez eu l'extrême obligeance de me communiquer, je constate que les biens des Jésuites sont évalués à la somme de \$1,200,000.00 (un million deux cent mille piastres). Ce n'est qu'une valeur approximative, et je la crois bien inférieure à la valeur réelle. Des hommes compétents que j'ai consultés à Québec, à Montréal et aux Trois-Rivières, n'hésitent pas à affirmer que les biens des Jésuites valent au moins \$2,000,000.00 (deux millions de piastres).

"Ils calculent:

1. Les seigneuries et fiefs..... \$500,000.00
2. La propriété au centre de la ville de Montréal
(étendue de 330,003 pieds) peut être évaluée
à \$3 du pied..... 990,009.00

N. B.—Des évaluateurs autorisés prétendent même que le prix réel est de \$6 du pied: en sorte que 990,009.00 ne serait que la moitié du prix réel.

3. A Québec, le terrain de l'ancien collège est évalué, dans les rapports officiels, à un prix variant de 50,000.00 à 200,000.00: disons:	100,000.00
4. Les revenus depuis 1867 ont atteint le chiffre de.....	400,000.00
5. Le capital des lods et ventes est de.....	92,572.00
6 Une propriété à Notre-Dame-des-Anges a été vendue.....	18,200.00

Ce qui donne un total de plus de \$2,000,000.00

"Remarquez, Monsieur le Ministre, qu'aucune mention n'est faite des intérêts, même depuis la confédération (en 1867).

"C'est donc en présence de ces documents que je dois faire la demande d'une compensation raisonnable et modérée, avant de mettre le gouvernement dans la pleine jouissance et la légitime possession de tous les biens des Jésuites en Canada. Or ma proposition raisonnable et modérée, la voici: Je demande au gouvernement de la province de Québec la moitié de la valeur réelle d'une seule des propriétés que nos Pères ont achetées de leurs propres deniers, de notre propriété de Montréal, c'est-à-dire \$990,009.00 (neuf cent quatre-vingt-dix mille neuf piastres): et les Pères Jésuites abandonneront au gouvernement toutes les autres propriétés.

"Voici les raisons sur lesquelles j'appuie ma demande:

"1. Je ne demande que la moitié d'une seule propriété, et j'en cède vingt autres: n'est-ce pas raisonnable et modéré?

"2. Nos dettes actuelles s'élèvent à \$200,000.00; pour nos trois maisons d'études et de formation, il ne faut pas moins de \$30,000.00 de revenus annuels; pour faire les réparations urgentes que demanderaient nos maisons de Québec, Trois-Rivières, Montréal, Sault-au-Récollet et de Nomingue, il n'en faudrait pas moins de 205,000.00;

"3. Le gouvernement trouvera-t-il ma demande exagérée, quand il considérera que la vente d'une seule propriété peut le rembourser et au-delà? Ainsi, le Champ-de-Mars, à 5 piastres du pied, rapporterait \$1,024,110.00; et n'obtiendrait-on pas un pareil résultat avec la seigneurie du Cap de la Madeleine, dont l'étendue est de 40 lieues? Voilà pour-

quoi, Monsieur le Ministre, je considère ma demande raisonnable et modérée.

Je n'ignore pas, Monsieur le Ministre, que, dans un document présenté à Rome il y a quelques années (1884), on a évalué tous les biens des Jésuites à la somme de \$400,000 (quatre cent mille piastres); mais l'inexactitude de cette évaluation est démontrée même d'après les rapports officiels (du gouvernement) cités plus haut. Le même document (de 1884) contient d'autres propositions non moins inexactes, pour prouver que la Compagnie de Jésus est incapable par elle-même de recouvrer ses biens à cause de l'opposition qu'elle rencontrerait dans la législature. En protestant contre cette insinuation, je suis heureux d'affirmer que depuis que la Compagnie de Jésus est entrée en négociations avec le gouvernement, elle a été l'objet de la plus grande bienveillance de votre part, Monsieur le Ministre, de la part de vos honorables collègues et des honorables membres des deux Chambres.

En terminant, Monsieur le Ministre, je me permets une suggestion. Dès que le règlement sera conclu, ne serait-il pas possible, en dehors de la compensation accordée, de donner aux Pères Jésuites un terrain qui fut comme le monument commémoratif de l'acte éminemment catholique et conservateur que vous allez faire? Je propose la "commune" de Laprairie: ce terrain, dans l'état où il existe, est de peu de valeur; mais il peut suffire pour le but commémoratif indiqué.

"Il est aussi une manière de commémorer dans l'histoire politique du pays ce concordat glorieux dont l'acte restera attaché au nom de votre ministère, dès que le Saint-Père l'aura ratifié: c'est que les établissements des Pères Jésuites en cette province soient toujours admis, selon leurs mérites et s'ils le demandent, à partager les largesses que le gouvernement de cette province accordera à d'autres institutions pour encourager l'enseignement, l'éducation, l'industrie, les arts ou la colonisation. La raison de cette faveur, c'est que ces allocations se feront, en grande partie, sur les fonds des "Biens des Jésuites". Ne serait-il pas étrange, pour ne rien dire de plus, de refuser aux Jésuites une part, accordée à

d'autres, dans les encouragements pécuniaires tirés du revenu de ces mêmes biens dont les Jésuites ont enrichi la province?

"Voilà, Monsieur le Ministre, ce que j'ai cru devoir vous dire avant de savoir ce que le gouvernement est prêt à m'offrir comme compensation des biens des Jésuites.

"En attendant l'honneur d'une réponse, je compte sur la justice de ma réclamation et sur la libéralité d'un sage gouvernement."

*Réponse du Premier Ministre, le 4 juin 1888, au Rév.
P. Turgeon, agent du St-Siège.*

"Très Révérend Père,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, datée du 20 mai dernier. Vous m'y faites connaître les conditions auxquelles vous êtes disposé à régler la question dite "Biens des Jésuites" au moyen d'une compensation équivalant à la moitié de la valeur d'une des propriétés achetées par la Compagnie de Jésus, de ses propres deniers. J'ai soumis votre lettre à mes collègues réunis en conseil, et nous sommes arrivés à la conclusion de vous répondre ce qui suit:

"1° Vu les difficultés qui entourent le règlement de cette question et vu la situation de la province, nous sommes obligés, à regret, de vous dire que nous ne pouvons vous offrir plus de \$400,000.00.

"2° Pour arriver à ce chiffre, nous ne prenons pas pour base la valeur intrinsèque des biens, attendu que depuis longtemps les autorités religieuses ont abandonné la demande de restitution en nature, et se sont contentées invariablement de réclamer une indemnité. Le montant de cette indemnité a même été indiqué par les autorités religieuses de ce pays, à Rome, lesquelles autorités se sont déclarées prêtes, dans différentes occasions, à accepter \$400,000.00.

"3° Il nous est en conséquence impossible d'aller au-delà de ce montant. Nous sommes prêts à vous l'offrir aux conditions posées dans ma lettre du 1er mai dernier.

"4° De plus, comme commémoration de ce règlement, nous vous rétrocéderons les droits que le gouvernement possède sur la *Commune* de Laprairie. Ces droits, minimes, il est vrai, sont toutefois les mêmes que les Pères Jésuites s'étaient réservés par l'acte de concession aux habitants de Laprairie de la Magdeleine, reçu le 19 mai 1694 devant M^{re} Adhémar, notaire royal de l'Ile de Montréal, moins quelques changements faits à ces droits par actes de la Législature.

"Voilà, très Révérend Père, les offres que mes collègues m'ont chargé de vous faire. Espérant que, vu les circonstances exposées ci-haut, vous pourrez les accepter,

J'ai l'honneur d'être

Votre tout dévoué,

(Signé) Honoré MERCIER,
Premier Ministre."

*Le R. P. Turgeon à l'honorable Honoré Mercier,
Premier Ministre, le 8 juin 1888.*

"Monsieur le Ministre,

En présence de votre lettre du 4 juin courant, déclarant qu'il est impossible au gouvernement d'offrir plus de \$400,000.00; en présence des raisons que vous donnez, et des difficultés que vous alléguez, je crois remplir le mandat dont je suis chargé et entrer dans les vues du St-Siège et des supérieurs de la Compagnie de Jésus qui ont à cœur de voir disparaître le malaise causé par cette question en ce pays, en acceptant vos propositions, si minimes qu'elles soient, et en espérant que le St-Siège les aura pour agréables et daignera les ratifier,

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre très humble serviteur,

A. D. TURGEON, S. J.,
Procureur des Jésuites."

Le même jour, 8 juin, le Premier Ministre accusait réception de la lettre par laquelle le R. P. Turgeon acceptait, en sa qualité officielle, l'offre du gouvernement ; et il ajoutait : "Il ne me reste plus qu'à faire préparer les documents nécessaires et à les soumettre à qui de droit."

III

Exposé du projet de règlement par l'honorable Mercier devant la Chambre.

L'hon. Mercier commence par réclamer l'attention de ses collègues pour examiner avec eux :

"1° L'histoire des biens des Jésuites en Canada, leur situation et leur valeur ;

"2° La nature du règlement dont la sanction est demandée ;

"3° Les raisons pour lesquelles ce règlement doit être sanctionné."

1° L'HISTOIRE DES BIENS DES JÉSUITES EN CANADA, LEUR SITUATION ET LEUR VALEUR.

"Les biens en question appartenaient aux Jésuites du Canada et étaient en leur possession, quand le gouvernement s'en empara en 1800 par ordre des autorités impériales sous le règne du roi Georges III.....

"La prise de possession est motivée comme suit au nom du roi :

"Vu que tous et chacun des biens et propriétés, meubles et immeubles, situés en Canada, qui dernièrement appartenaient au ci-devant ordre des Jésuites, nous sont dévolus depuis l'année de Notre-Seigneur mil sept cent soixante (1760) et nous appartiennent maintenant par la loi, sous et en vertu de la conquête du Canada, sous la dite année de Notre-Seigneur mil sept cent soixante (1760), et sous et en vertu de la cession d'icelui faite par Sa Majesté très chrétienne, dans le traité définitif de paix conclu entre nous, Sa Majesté chrétienne et Sa Majesté très catholique, à Paris, le

dixième jour de février qui était dans l'année de Notre-Seigneur 1763. Et vu que par Notre faveur particulière il nous a plu gracieusement de laisser les membres survivants du dit ordre des Jésuites, qui vivaient et régnaient en Canada, dans le temps de la dite conquête et cession d'icelle, occuper certaines parties des dits biens et propriétés, meubles et immeubles, et recevoir et jouir des rentes, revenus et profits de telles parties d'iceux, à et pour leur usage, bénéfice et avantage respectifs, durant le temps de leurs vies naturelles. Et vu que tous et chacun des membres survivants du dit ci-devant ordre des Jésuites, sont décédés; et vu que le décès des dits feux membres survivants du dit ci-devant ordre des Jésuites, d'après certaines considérations spéciales sur le sujet, il nous a plu par notre autre faveur de permettre au révérend Jean Joseph Cazot, prêtre, d'occuper diverses parties des dits biens et propriétés, qui étaient ainsi comme susdit occupés par les dits membres survivants du dit ci-devant ordre des Jésuites, et de recevoir et jouir des rentes, revenus et profits d'iceux, à et pour son usage, bénéfice et avantage, durant notre plaisir royal, ce que pour diverses causes et considérations, nous avons jugé à propos de déterminer comme nous le déterminons par les présentes; et vu qu'en considération des prémisses, nous avons résolu de prendre en notre possession réelle et actuelle les parties des dits biens et propriétés du dit feu ordre des Jésuites, lesquels sous et en vertu de notre dite permission royale ont été dernièrement occupés par les dits derniers membres survivants du dit ci-devant ordre des Jésuites et par le dit Jean Joseph Cazot. A ces causes, etc." (*Voir la traduction dans l'appendice des journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada, 1823-24.*)

Les Jésuites du Canada avaient été constitués par lettres patentes de Louis XIV, 12 mai 1678... Lors de la capitulation de Québec, 18 sept. 1759; et de celle de Montréal, 8 sept. 1760, les Jésuites possédaient des biens considérables... (Suit ici un rapport détaillé de ces biens, de leur situation et de leur valeur.)

L'hon. Mercier continue:

Ces biens provenaient de trois sources différentes : donation des rois de France, donations de particuliers, achats faits par les Jésuites...

Or, l'article II de l'acte de capitulation de Québec dit : "*Que les habitants soient conservés dans la possession de leurs maisons, biens, effets et privilèges.*" (Accordé, en mettant bas les armes.)

L'art. XXXIV : "*Toutes les communautés et tous les prêtres conserveront leurs meubles, la propriété et l'usufruit des seigneuries et autres biens que les uns et les autres possèdent dans la colonie, de quelque nature qu'ils soient ; et les dits biens seront conservés dans leurs privilèges, droits, honneurs et exemptions.*" (Accordé.)

L'art. XXXV : " Si les chanoines, prêtres, missionnaires, les prêtres du Séminaire des Missions étrangères et de St-Sulpice, ainsi que les Jésuites et les Récollets veulent passer en France, le passage leur sera accordé sur les vaisseaux de Sa Majesté Britannique, et tous auront la liberté de vendre en total ou en partie les biens, fonds et mobiliers qu'ils possèdent dans la colonie... Ils seront les maîtres de disposer de leurs biens..." (Cet article ne paraît pas avoir été refusé, mais il n'est pas marqué *accordé*.)

Art. XXXVII : " Les seigneurs des terres... et toutes autres personnes que ce puisse être... conserveront l'entière paisible propriété et possession de leurs biens seigneuriaux et roturiers, meubles et immeubles..." (*Accordé*.)

Le traité de Paris, signé le 10 février 1763, contient la clause suivante :

"Sa Majesté Britannique consent de plus que les habitants français ou autres, qui avaient été sujets du Roi très chrétien en Canada, puissent se retirer en toute sûreté et liberté où ils jugeront à propos...; le terme limité pour cette émigration sera fixé à l'espace de dix-huit mois..."

Durant l'administration du général Murray, de 1763 à 1766, Monsieur Briand, alors vicaire général et plus tard évêque de Québec, écrivait au général :

"La quatrième raison sur laquelle je m'appuie pour de-

mander la conservation des biens des Jésuites est qu'ils les ont en possession et que, selon la capitulation, tous les corps, aussi bien que les particuliers, devraient être conservés dans la paisible jouissance de leur état, biens et possessions... Que Sa Majesté, conséquemment, les conserve dans l'état dont ils jouissaient, lorsqu'elle s'est, par la force de ses armes, soumis le Canada..."

Plus tard — on ne peut préciser la date exacte — le gouvernement (britannique) défendit aux ordres religieux de recruter des novices; et, le 15 novembre 1772, Mgr Briand écrivit au Cardinal Castelli, préfet de la propagande: "Je l'ai demandée (la permission pour les Jésuites de recevoir des sujets) au roi de la Grande Bretagne, par une adressée signée du clergé et du peuple; je crains fort de ne pas l'obtenir. Voilà deux ans écoulés, et je n'ai point de réponse....."

Cette défense de recruter des novices est renouvelée dans les instructions royales de 1791.

Le 21 juillet 1773, la Compagnie de Jésus fut supprimée par le bref *Dominus ac Redemptor* de Clément XIV. — Mais les Jésuites restèrent en possession de leurs biens en Canada jusqu'à la mort du Père Cazot en 1800, à l'exception d'une partie de leur collège, à Québec, dont les troupes anglaises s'emparèrent en 1776.

Cependant, dès 1770, lord Amherst avait demandé leurs biens; et cette demande fut renouvelée à diverses reprises tant par lord Amherst, que par ses héritiers. Bien qu'un ordre du roi fût émis le 9 novembre 1770 à l'effet de donner à lord Amherst tout ce qui pouvait être légalement livré de ces biens, cette livraison n'eut jamais lieu. Au contraire, une commission composée de neuf personnes fut créée le 7 janvier 1788, avec instructions de s'enquérir, entre autres choses, de quelles parties ou portions d'iceux revenaient au roi et pouvaient être par lui légalement données et accordées."

L'on voit que cette question délicate souleva de très sérieuses objections; car, le 21 oct. 1788, le comité du conseil législatif déclara: "Qu'il était nécessaire que le Législa-

ture provinciale passât une loi ou ordonnance pour effectuer les très gracieuses intentions de Sa Majesté envers le lord Amherst et la bienveillance de Sa Majesté envers le public, en déclarant son agrément et son plaisir royal au sujet de la suppression et de la dissolution de l'ordre des Jésuites et la réunion de leurs droits, propriétés et possessions à la couronne pour les objets que Sa Majesté jugera à propos d'ordonner." (*Rapport sur l'éducation 1824*, p. 102.)

Les instructions royales du 16 sept. 1791 (*Chisolm's Papers*, p. 151) disent :

"C'est notre volonté et plaisir que la société de Jésus soit supprimée et dissoute et ne soit plus à l'avenir un corps politique et public et que toutes leurs propriétés et possessions nous retournent à nous pour les fins que nous jugerons convenables....."

Comme nous l'avons déjà dit, la prise de possession de ces biens par les autorités impériales a eu lieu en 1800, à la mort du Père Cazot.

A partir de ce moment, de nombreuses protestations eurent lieu, tant de la part des autorités religieuses, que de celle des citoyens de cette province. Ces protestations sont suffisamment indiquées dans le texte des Résolutions ; et il n'y a pas lieu de les citer ici. Cependant, je désire attirer l'attention de mes collègues sur les documents, inédits, je crois, qui ont été écrits à la suite de la demande du R. P. Charaux, Supérieur des Jésuites en Canada, en janvier 1874.

Ces documents, les voici :

(A) *Extrait du document d'un homme d'État du Bas-Canada à Son Éminence le Cardinal Antonelli* (juillet 1874). — Je crois devoir taire le nom de cet homme d'État dans le moment.¹

"La loi de 1856 fut considérée dans le temps comme un concordat entre l'Église et l'État. Il n'y eut alors aucune réclamation ni de la part des Évêques, ni de la part des Jésuites eux-mêmes contre la loi.

(1) (L'homme d'État dont le nom n'est pas donné ici, n'est autre que l'hon. Gédéon Ouimet, alors premier ministre du Gouvernement de Québec, qui écrivit au Cardinal Antonelli, secrétaire d'État de Pie IX.)

"Les biens des Jésuites, en vertu de la loi ou concordat passé en 1856, sont devenus la propriété commune des catholiques et des protestants pour les fins de l'éducation supérieure. Le gouvernement provincial ne pourrait donc rendre aux Jésuites sans changer un ordre de choses existant en vertu de la loi.

"Les Jésuites n'auront rien; et on aura soulevé en vain, et au grand préjudice de la religion, le fanatisme et les préjugés dans une question où les passions s'excitent si facilement. D'ailleurs, pourquoi remettre aux Jésuites les biens en question? Quels sont leurs titres? La bulle de Clément XIV les a supprimés, et cette bulle leur a été signifiée régulièrement à Québec. Dans ce cas, ces biens des Jésuites, s'ils sont ecclésiastiques, devraient être administrés par l'Ordinaire du diocèse. Or, il n'y avait à cette époque que le seul diocèse de Québec, dans tout le Canada. Donc ce n'est qu'avec l'Archevêque de Québec, son successeur, et avec lui seul que le gouvernement de Québec pourrait traiter de cette question, s'il y avait lieu.

"Quoi qu'il puisse en arriver concernant cette question, je dois déclarer à Votre Éminence que c'est l'intention bien arrêtée du gouvernement de ne pas traiter cette question avec les RR. PP. Jésuites, mais uniquement avec l'Archevêque de Québec, dont la prudence et la sagesse inspirent au gouvernement la plus entière confiance.

"Mais je prie Votre Éminence d'intervenir auprès du Saint-Siège, afin de solliciter son action immédiate pour arrêter définitivement un mouvement dont les résultats mettront en danger la tranquillité politique et sociale, briseront l'harmonie qui existe heureusement aujourd'hui, entraveront la marche du gouvernement et préjudicieront gravement aux intérêts de la religion."¹

¹ Le R. P. Braun ayant été mandé à Rome, le cardinal Barnabo, Préfet de la Propagande, lui mit sous les yeux le *memorandum* que l'hon. Gédéon Ouimet avait adressé au cardinal Antonelli, et le pria d'y répondre par écrit.

REMARQUES DU R. P. BRAUN SUR LE *memorandum*
OU DOCUMENT DE L'HOMME D'ÉTAT.

"I. *Concordat canadien*. — "Ceux qui considérèrent alors et qui ont considéré, depuis, cette loi comme un concordat entre l'Église et l'État, font preuve d'une complète ignorance des notions les plus élémentaires sur la nature d'un concordat et sur les droits les plus inaliénables de l'Église."

"Pour qu'il y ait concordat, il faut que les partis intéressés *concordent*. Donc là où une des parties intéressées n'est ni appelée, ni entendue; là où tout se conclut sans elle, sans son consentement requis, obtenu et authentiquement exprimé, il n'y a pas, il ne peut y avoir de concordat. C'est précisément ce qui a eu lieu en 1856. La sainte Église Catholique n'a été ni interpellée ni entendue.

"La majorité catholique libérale du Bas-Canada a disposé des droits, des biens de sa mère, la sainte Église Catholique Romaine; elle a disposé, en faveur des protestants comme des catholiques, des incroyants, juifs, athées comme des fidèles, des biens de l'Église, biens donnés par reconnaissance aux Jésuites ou achetés par eux pour s'en servir selon leurs constitutions.

"Les Évêques du Canada ont-ils été interpellés? Non. Ont-ils consenti? Non. Les lois du Canada qui concernent les rapports de l'Église et de l'État et la disposition des biens des Jésuites ont été faites sans le concours de l'Église. Mgr Baillargeon, archevêque de Québec, le déclare expressément dans une lettre circulaire à son clergé du 31 mai 1870. Le privilège d'émettre leur avis dans la rédaction de ces lois n'a été ni offert ni accordé aux Évêques. Ces lois furent imposées par les législateurs canadiens. Les Évêques ne dirent rien. Voilà le concordat Canadien selon l'honorable premier ministre du gouvernement de Québec.

"Le consentement des Évêques, en tout cas, n'eût pas suffi. Quand il s'agit de disposer des biens ecclésiastiques, de les aliéner, de les détourner de leur destination première; quand on prétend surtout régler tout cela par un concordat, seul

le Saint-Siège apostolique peut et doit intervenir, examiner, discuter les conditions et les consentir par soi-même ou par son délégué.

"Non, cette loi ne peut être considérée comme un concordat. Et cependant pour apaiser les consciences, pour sauvegarder les droits de l'Église, les principes les plus sacrés de la justice, les bases de la société civile aussi bien qu'ecclesiastique, un concordat, une convention consentie par le Saint-Siège ou son délégué, est absolument indispensable, et c'est ce que nous réclamons.

"II. *Autres inexactitudes* que je prends occasion de relever dans le *Memorandum* :

"1. Clément XIV déclara la suppression de la Compagnie de Jésus non pas par une *bulle*, mais par le bref *Dominus ac Redemptor*.

"2. La Compagnie ne fut pas supprimée au Canada; et les Évêques de Québec ne se sont pas regardés comme les maîtres de ces biens. Sans entrer dans une étude canonique, bien intéressante il est vrai, mais trop longue pour le but que j'ai en vue ici, il suffit pour tout homme, même peu versé dans le droit civil et ne sachant aucunement le droit canonique, de considérer l'extrait suivant. Il est tiré du *Mémoire* du diocèse de Québec fait par Mgr Hubert au Saint-Siège en nov. 1794. Une copie de ce mémoire existe aux archives du Séminaire de Québec; et une autre, faite par M. l'abbé J.-B.-A. Ferland, le 24 avril 1855, aux archives du collège Ste-Marie, Montréal.

"Mgr Hubert écrit pour Rome, et il n'aurait eu aucune raison politique à cacher la vérité, s'il s'était regardé, lui et ses prédécesseurs, comme les possesseurs de ces biens, tout au contraire. Or voici ce qu'il dit :

"Lors de l'extinction de leur ordre en 1773, l'évêque d'alors pour leur conserver leurs biens (*la fin qu'il avait en vue*) dont ils faisaient un usage édifiant, obtint du Saint-Siège et du gouvernement (*voici les moyens pour y arriver*) qu'ils retins-
sent leur ancien habit, et se constitua leur Supérieur (*comme l'Évêque l'est souvent de communautés religieuses sans cepen-*

dant posséder leurs biens). Le peuple ne s'aperçut point du changement de leur manière d'être et continua de les appeler Jésuites. Il en restait encore douze.

"Tous sont morts les uns après les autres en travaillant au salut des âmes. Il n'en reste plus qu'un: et ce qui caractérise bien l'humanité et la libéralité du gouvernement anglais, c'est que cet ex-Jésuite (*ex-Jésuite, c'est vrai dans un sens, puisqu'ils étaient supprimés à Rome, mais pas partout ailleurs, v. g. en Russie, aux États-Unis, etc.*) jouit paisiblement et tranquillement de tous les biens qui appartenaient à son ordre en ce pays, et en fait des *aumônes immenses*: c'est-à-dire, déjà depuis plus de 21 ans. Le bref de suppression était daté du 21 juillet 1773. Or, trois choses surtout indiquent le pouvoir d'administrer des biens en possesseurs: le fait de posséder, le fait d'acquérir et, la plus importante, le fait d'aliéner. Si, par conséquent, il y a de l'obscurité dans quelques autres documents émanés des Évêques de Québec et que nulle part il ne soit dit positivement que le bref fut promulgué, cette obscurité disparaît devant les termes si clairs et si formels de ce *mémoire*."

(B) En 1876, le gouvernement de cette province, sous l'administration de Boucherville, commença la démolition de l'ancien collège des Jésuites à Québec; et le même gouvernement fit diviser le terrain en lots de ville, en vue d'une vente prochaine. Ce plan de division, qui est déposé dans les archives provinciales, porte la date du 30 nov. 1877.

Le 9 oct. 1878, sous l'administration Joly, les Évêques de la province protestèrent dans les termes suivants:

"Déjà, à plusieurs reprises, l'épiscopat, le clergé et les
" catholiques de cette province ont protesté contre l'usur-
" pation des biens appartenant, en cette province, à l'ordre
" des Jésuites, au moment de sa suppression dans le siècle
" dernier. En même temps, ils en ont revendiqué la posses-
" sion et la propriété comme biens destinés à des fins qui
" sont du ressort exclusif de l'Église catholique, selon la
" volonté expresse et sacrée des nombreux bienfaiteurs, tous
" catholiques, de l'Institut tel qu'établi en Canada. Ayant

" appris que le terrain sur lequel était construit le collège des Jésuites à Québec, allait bientôt être mis en vente par le gouvernement de cette province, nous, Archevêque et Evêques de la province de Québec, croyons qu'il est de notre devoir de renouveler et nous renouvelons, par les présentes, les susdites protestations et revendications des dits biens et en particulier du terrain en question."

Le 17 oct. 1878, le secrétaire de la province répondit :

" Le gouvernement de la province de Québec a, en effet, l'intention de mettre en vente le terrain sur lequel se trouve le collège des Jésuites ; et voici ce qui l'a amené à cette détermination

" Lorsque les membres actuels du gouvernement sont entrés en office, ils ont trouvé la démolition de ce collège non seulement commencée, mais presque entièrement terminée."

Cette protestation des Evêques fut transmise le 17 oct. 1878 aux autorités fédérales, qui ne paraissent pas s'en être occupées ; car elles se sont contentées d'accuser réception du message le 24 oct. 1878.

(C) En vertu d'un indult en date du 13 oct. 1884, Sa Grâce l'Archevêque de Québec fut personnellement autorisée à traiter avec le gouvernement de cette province et à terminer, moyennant juste compensation, la question de la propriété de ces biens.

Des pourparlers eurent lieu et des correspondances furent échangées entre l'Archevêque et l'hon. M. Ross, alors premier Ministre, mais sans aucun succès ; et, le 27 avril 1885, l'Archevêque s'en plaignit dans les termes suivants à M. Ross :

" De mon côté, je regrette d'avoir à me plaindre de ce qu'après trois mois et demie d'attente et malgré la précaution que j'avais eue de faire ma demande longtemps avant l'ouverture de la session et malgré les entrevues que j'ai eues aussi avec vous sur le sujet, je suis informé aujourd'hui que cette demande, quoique d'une importance majeure, ne peut obtenir une considération immédiate... Je donnerai volontiers mon concours à toute mesure qui pourra régler

" cette question d'une manière satisfaisante et définitive. Et
 " d'un autre côté, j'aime à croire que le gouvernement ca-
 " tholique d'une province catholique se fera un devoir de la
 " terminer aussitôt que possible."

(D) Tandis que ces négociations avaient lieu ici, M. l'abbé Bricbet du séminaire français, à Rome, se disant représenter les intérêts de Sa Grandeur Mgr l'Arch. de Québec, soumettait au Général des Jésuites les propositions suivantes:

" 1. Le gouvernement du Canada retient les biens qui
 " appartenaient autrefois à l'ancienne Compagnie.

" 2. On peut les évaluer à 2,000,000 (deux millions) de
 " francs.

" 3. Il est impossible à la Compagnie de les recouvrer.

" 4. La partie protestante des députés est trop opposée
 " aux Jésuites pour consentir à cette restitution.

" 5. Ce point est évident pour tous ceux qui connaissent
 " les personnes et les choses.

" 6. Directement par elle-même, la Compagnie n'a aucu-
 " ne chance de rentrer en possession de ces biens.

" 7. Mgr l'Archevêque de Québec espère les obtenir faci-
 " lement pour son université.

" 8. Cette proposition est encore presque évidente.

" 9. Les biens sortiraient ainsi des mains d'un gouverne-
 " ment qui peut devenir, à bref délai, semblable aux gou-
 " vernements d'Europe; et alors tout est perdu sans espoir.

" 10. Cependant Mgr l'Arch. comprend qu'il est conve-
 " nable que la Compagnie ait une bonne part à cette acqui-
 " sition.

" 11. Il s'engagerait tout à fait secrètement à payer à
 " la Compagnie la somme de 500,000 fr."

(E) Voici une autre lettre à peu près dans le même sens, envoyée au Général des Jésuites en 1884:

" Très Révérend Père,

" Le soussigné, secrétaire de la S. C. de la Propagande,
 " se fait un devoir de communiquer à V. Paternité Rév.^{me} la
 " décision définitive que le Saint-Père a prise au sujet des

" démarches pour les biens que votre digne Compagnie
 " possédait autrefois au Canada, et que le gouvernement
 " veut maintenant rendre à l'Église. Sa Sainteté a ordonné
 " au secrétaire soussigné de signifier à l'Archevêque de Qué-
 " bec que, pour éviter toute difficulté, il traiterait personnel-
 " lement avec le gouvernement et stipulerait les actes en son
 " nom de manière cependant que, dans l'instrument public,
 " aucune condition ou clause ne devrait s'y trouver qui lèse-
 " rait la liberté du St-Siège dans la disposition de ces biens
 " comme il voudra; car le St-Père juge équitable qu'une part
 " de ces mêmes biens, selon qu'il sera déterminé après, soit
 " rendue à la Compagnie de Jésus.

" Profitant de l'occasion, il a l'honneur de se déclarer avec
 " le plus grand respect,

" De Votre Paternité Révérendissime,

" Le très humble et dévoué serviteur,

(Signé) " D., ARCHEVÊQUE DE TYR."

Voilà tous les documents de quelque importance que j'ai pu me procurer sur cette question, à part les lettres que j'ai échangées avec Leurs Éminences les Cardinaux Simeoni et Taschereau et le R. P. Turgeon, lesquelles lettres sont données textuellement dans les *Résolutions*.

2° LA NATURE DU RÈGLEMENT DONT LA SANCTION EST DEMANDÉE.

Maintenant j'arrive à la seconde partie de mes observations: la nature du règlement.—Ce règlement peut se résumer dans les sept propositions suivantes:

1. La province paiera la somme de \$400,000.00 aux personnes indiquées par le Pape, dans les six mois de la signification, au secrétaire de la province, de sa décision faisant connaître cette distribution.

2. Cette somme ne portera pas d'intérêt avant la signification, au secrétaire de la province, de l'acte du Pape sanc-

tionnant l'arrangement; et, après cette signification et jusqu'au paiement du capital, l'intérêt sera de 4 p. c.

3. Si l'arrangement n'est pas sanctionné par le Pape, aucun paiement d'intérêt ou de capital ne sera fait.

4. Cession complète, parfaite et à perpétuité doit être faite à la province, avant aucun paiement même d'intérêt, de tous les biens qui ont pu appartenir en Canada, à quelque titre que ce soit, aux Pères de l'ancienne Compagnie.

5. Renonciation à tous droits généralement quelconques sur ces biens et leurs revenus, tant au nom de l'ancien ordre des Jésuites, de la Société de Jésus incorporée l'an dernier (par ce gouvernement), du Pape, de la Propagande et de l'Église catholique en général.

6. Rétrocession à la Compagnie de Jésus susdite des droits du gouvernement sur la *commune* de Laprairie.

7. Paiement, aux universités et maisons d'éducation protestantes et dissidentes d'une somme de \$60.000, suivant la distribution qu'en fera le comité protestant du conseil de l'instruction publique.

Voilà les sept propositions qui ressortent des conventions: un mot sur deux ou trois des principales.....

3^e RAISONS POUR LESQUELLES NOUS DEVONS SANCTIONNER CET ARRANGEMENT.

a) D'abord, je crois que c'est un arrangement juste et équitable.....

Nous avons cru que nous ne pouvions pas donner plus que le montant mentionné en 1884. Lorsque Son Éminence le cardinal Taschereau était chargé de régler la question, il paraissait disposé à accepter \$400,000.00. Il ne me semble pas juste à ceux qui représentent le St-Siège aujourd'hui de demander plus que ne demandait à cette époque le représentant du St-Siège.

b) Ensuite, le principe sur lequel nous procédons est un principe juste. Personne ne peut nier, M. le Président, qu'il est temps de régler cette question et que nous devons ac-

corder une compensation à ceux qui représentent les anciens propriétaires. J'ai donné tout à l'heure l'exposé des faits : et malgré tout le respect que j'ai pour les autorités constituées de mon pays, malgré tout le respect que j'ai pour les décisions du roi d'Angleterre, je suis forcé de dire ici comme homme de loi que cet acte de confiscation des biens des Jésuites a été un acte de spoliation.

On a basé la prise de possession sur le droit de conquête. Par cette déclaration, on violait les engagements pris par les capitulations et le traité de Paris. Si le principe posé dans ce bref de possession est un principe juste en droit naturel, en droit international, il n'est pas seulement juste pour les corporations religieuses, il serait encore juste pour les particuliers. Or, M. le Président, quel n'aurait pas été le cri de rage—et bien légitime—de la part de n'importe quel habitant de ce pays dont les propriétés auraient été confisquées après la conquête?..... Si cela ne se fait pas quand il n'y a pas de conventions, cela se fait encore moins quand il y a des conventions.

Ce que l'on ne pouvait pas faire contre de simples particuliers, contre des hommes qui pouvaient en définitive se défendre, prendre les armes, parler en public, se protéger dans des assemblées publiques, faire un mouvement politique ; ce qu'on ne pouvait pas faire contre ces hommes dans ces conditions on aurait pu le faire contre de pauvres religieux sans défense ? contre des hommes qui avaient consacré toute leur vie à la cause de la civilisation ; contre des hommes dont les prédécesseurs avaient parcouru le pays d'un bout à l'autre et l'avaient arrosé de leurs sueurs et de leur sang avec un dévouement si héroïque ! Ce qu'on aurait eu le droit de faire contre les Jésuites, on aurait eu le droit de le faire contre tous les habitants de ce pays. Or, ce n'est ni le droit, ni la justice. Et quand on a déclaré, dans ce bref de possessions en 1800, qu'on prenait ces biens par droit de conquête, on a invoqué un droit qui n'existait pas. On a violé les capitulations, on a violé le traité de Paris et on a violé le droit des gens.

A cette époque comme aujourd'hui, le vieux droit barbare de conquête était disparu. C'est-à-dire qu'alors, comme aujourd'hui, la conquête d'un pays ne conférait que le droit de domaine supérieur, non celui propriété. Avant le Christ, la conquête d'un pays équivalait à la conquête du sol et des hommes: les hommes devenaient esclaves; les terres devenaient la propriété du vainqueur. Les troupes romaines se divisaient les dépouilles, s'emparaient des biens des vaincus et réduisaient à l'esclavage hommes, femmes et enfants. C'était l'ancien droit. C'était le droit païen. Mais le christianisme, Dieu merci, pour l'honneur de l'humanité et de la civilisation, a effacé ce droit barbare, ce droit païen. Et aujourd'hui la conquête d'un peuple ne donne que la souveraineté ou le droit de gouverner et de prendre les revenus et les propriétés publiques. La propriété privée est respectée; la liberté du sujet n'est pas violente..... Ai-je besoin d'insister sur ce point?..... Il y a un grand nombre d'autorités établissant que, d'après le droit des gens, d'après Vattel, Grotius et tous les auteurs anciens et modernes, la conquête n'affecte pas le droit utile sur les biens des particuliers..... Il est bien évident que, d'après les capitulations, les traités, il ne peut pas y avoir eu confiscation (des biens des Jésuites) par le prétendu droit de conquête.

c) Maintenant, nous devons ratifier cet arrangement pour une autre raison. C'est qu'il pourvoit à une indemnité raisonnable en faveur des protestants..... Nous allons prendre dans la caisse commune, pour payer ces \$400,000.00. Or, les protestants contribuent à la caisse commune comme les catholiques. Ils sont un septième (de la population): nous leur donnons un peu plus du septième de \$400.000.00.

d) Enfin, Messieurs, il faut ratifier cet arrangement, parce qu'il faut *mettre fin au malaise* qui existe depuis très longtemps, dans ce pays, à ce sujet.

Je crois que nous devons nous féliciter d'être arrivés aussi facilement à la conclusion soumise. Cette question était pendante depuis au-delà d'un siècle. Cette question avait créé un grand malaise, avait irrité les esprits; et le défaut

de solution nous mettait dans une position difficile et délicate, car à chaque instant les autorités religieuses réclamaient ; elles nous disaient avec énergie, je ne dis pas avec injustice, mais avec énergie, avec vigueur, que nous étions détenteurs de biens ecclésiastiques ; que nous étions des spoliateurs ; et que nous devions restituer, parce que tous les membres du gouvernement et de la législature se trouvaient sous l'empire de certaines peines ecclésiastiques.....

Mais, Dieu merci, grâce à une persistance continue de notre part et grâce aussi à une bienveillance toute particulière de la part de celui qui a été chargé de représenter le St-Siège dans cette question, nous avons pu arriver à un règlement. J'ai rencontré de la part du R. P. Turgeon une bienveillance toute particulière, un désintéressement remarquable ; nous sentions que nous avions affaire à un religieux qui ne désire pas réclamer pour lui ni pour la famille, ni même pour son ordre, mais qu'il réclamaient pour la grande famille catholique. C'était le religieux parlant au nom de l'Église, le représentant du Pape disant : "Nous allons traiter les enfants de l'Église du Canada, de la province de Québec, avec bienveillance. Nous ne voulons pas des sommes trop considérables. Ce que nous désirons, c'est une part légitime pour l'Église, puis, comme conséquence, la paix et la concorde, la paix entre le gouvernement civil et les autorités religieuses, la concorde entre tous les citoyens."

Et je dois dire ici que c'est là le souvenir agréable que m'a laissé, à moi et à mes collègues dans le gouvernement, le règlement que nous avons fait avec le R. P. Turgeon, délégué du St-Siège dans cette question.

Il appartenait, ce me semble, aux Jésuites de régler cette question. Les Jésuites ont fait beaucoup pour ce pays ; ils ajoutent un nouveau titre à la reconnaissance publique. Ils ont contribué à civiliser le pays ; ils contribuent maintenant à nous rendre la paix religieuse : et ce sera un des plus grands bienfaits que nous puissions recevoir de cet arragement.

Et l'honorable Mercier — après quelques mots sur la raison qu'a le gouvernement de céder aux Pères Jésuites son droit, "droit purement honorifique et peu important," sur la *Commune* de Laprairie — termine ainsi son discours du 28 juin 1888, (séance du soir) :

Je remercie bien les membres de cette chambre de m'avoir écouté avec tant de bienveillance.

L'exposé a été un peu long, mais je crois que le sujet exigeait les explications que j'ai eu l'honneur de donner.

J'espère que cette mesure ne rencontrera pas d'opposition. C'est une mesure juste et équitable. Ce n'est pas une mesure de parti. C'est un grand acte de réparation qui fera l'honneur de la province de Québec.

Nous ne réclamons pas cette honneur pour nous ; nous sommes prêts à en laisser tout l'avantage à la Législature, à cette Chambre. Tous ceux qui auront contribué à faire adopter cette mesure partageront avec nous la gloire d'avoir réglé une des questions les plus difficiles.

IV

Le bill sur l'indemnité voté à l'unanimité et sanctionné.

—Ratification de la convention par le Pape le 22 juillet 1888. — Décoration pontificale accordée à l'honorable Mercier.

Le bill basé sur les *Résolutions* recommandées par le Lieutenant-Gouverneur pour le règlement de la question des biens des Jésuites, fut introduit le 28 juin 1888, puis voté à l'unanimité, sanctionné le 12 juillet de la même année par le Lieutenant-Gouverneur Angers, et approuvé par le Gouverneur Général le 19 janvier 1889.

*Le card. Simeoni au "R. P. Adrien-D. Turgeon, S.J
Procureur des Jésuites au Canada."*

"Secrétariat de la S. C. de la Propagande.

Rome, le 26 juillet, 1888.

"Mon très Révérend Père,

"Notre Saint-Père le Pape Léon XIII, dans son audience du 22 juillet courant, a daigné approuver la convention faite

avec le gouvernement de cette province (de Québec) relativement aux biens de la Compagnie de Jésus.....

"Sa Sainteté, en outre, a bien voulu décorer, du titre de Grand' Croix de l'ordre de saint Grégoire-le-Grand, Honoré Mercier, dont les soins diligents ont mené à bonne fin la susdite convention.

"En communiquant la présente à Votre Paternité, je prie Dieu de vous avoir en sa sainte garde.

"Votre tout dévoué

(signé) "JEAN CARD. SIMEONI, Préfet.

"D., ARCHEV. DE TYR, Secrét."

V

Après le bill: Conclusion.

Dûment informé de ce qui s'était passé, le Card. Simeoni, préfet de la Propagande, adressa, le 6 avril 1889, à l'hon. Mercier copie du décret *Cum per apostolicas* du 15 janvier 1889 ratifiant la convention faite et prescrivant la distribution à faire des \$400,000 offertes en compensation.

(Traduction du décret *Cum per Apostolicas* du 15 janv. 1889.)

"Le Pape Clément XIV, après avoir, par sa lettre apostolique *Dominus ac Redemptor* du 21 juillet 1773, supprimé la Société de Jésus et transporté aux Ordinaires locaux la juridiction spirituelle et temporelle de ses Supérieurs; après avoir confié à une Congrégation spéciale de Cardinaux l'exécution de cette lettre; décida, par une lettre encyclique, en date du 18 août de la même année, que chaque évêque prendrait et retiendrait, au nom du Saint-Siège et en vue d'un usage que lui-même désignerait, la possession de toutes les maisons et collèges (de la société de Jésus) non moins que de tous les droits et titres quelconques relatifs à ces lieux et à ces biens."

"Toutefois, dans le Bas Canada, par le fait du gouvernement civil, ces décrets ne furent pas exécutés à la lettre; et l'évêque de Québec, pour lors Mgr Briand, laissa, leur vie durant, aux Pères de la Société, l'administration des biens de cette Société sis en son diocèse.

"A la mort du dernier d'entre eux en 1800, le gouvernement civil s'empara de tous les biens de la Société en Canada et en attribua les revenus à l'instruction publique, cet état de chose persistant dans le pays, même après le rétablissement de la Société de Jésus

par Pie VII, jusqu'à l'an dernier, 1888. A cette époque, le gouvernement de Québec offrit une compensation pour les biens que la Société possédait autrefois dans cette province, proposant la somme de deux millions de francs (fr. 2,000,000) et un domaine appelé *La Prairie*, situé près de Montréal. Le soussigné, Mgr Dominique Jacobini, archevêque de Tyr, secrétaire de la Propagande, dans l'audience du 22 juillet de la même année ayant fait rapport sur ces faits à N. S. P. le Pape Léon XIII, Sa Sainteté permit qu'on acceptât la compensation offerte. Mais, la propriété de ce patrimoine ayant été, comme il a été dit plus haut, dévolue au Saint-Siège, Sa Sainteté décida que la distribution de la somme à recevoir en compensation fût réservée au Siège Apostolique.

Enfin, N. S. Père le Pape, dans une audience accordée le 5 du mois de janvier courant 1889 au soussigné, l'éminentissime et Révérendissime Cardinal Jean Simeoni, Préfet de la S. C. de la Propagande, après mûr examen, considérant surtout les fins pour lesquelles ces biens, tel qu'exposé, avaient été concédés par les donateurs, savoir l'instruction de la jeunesse catholique et les missions chez les sauvages du Canada, a ordonné que les Pères de la Société de Jésus sur la somme qu'ils recevraient en compensation, retiendraient le domaine communément appelé *La Prairie* avec la somme de huit cent mille francs (fr. 800,000), mais qu'ils cèderaient sept cent mille francs (fr. 700,000) à l'Université Laval, dont cinq cent mille (fr. 500,000) à l'Université même, établie à Québec, et deux cent mille (fr. 200,000) à la succursale montréalaise de cette Université; cinquante mille (fr. 50,000) à l'archidiocèse de Québec; cinquante mille (fr. 50,000) à l'archidiocèse de Montréal; cent mille (fr. 100,000) à la Préfecture apostolique du Golfe Saint-Laurent. Quant aux trois cent mille francs qui restent, qu'ils en remettent une part égale aux diocèses suffragants des deux provinces (ecclésiastiques) de Québec et de Montréal, savoir: Chicoutimi, Saint-Germain de Rimouski, Nicolet, les Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe et Sherbrooke, de telle sorte que chacun d'entre eux puisse réclamer également cinquante mille francs (fr. 50,000). En conséquence, Sa Sainteté a ordonné que le présent décret fût rendu sur ce sujet, nonobstant tout ce qui pourrait y contredire.

" Donné à Rome, à la Propagande, le 15 janvier 1889.

(signé) " JEAN CARDINAL SIMEONI, Préfet.

" DOMINIQUE JACOBINI, ARCHEVÊQUE DE TYR, secrétaire."

(Résumé de la distribution)

Par décret du 15 janvier 1889, Léon XIII a donc ordonné de distribuer comme suit les \$400,000 avec le domaine de *La Prairie*,

reçues du gouvernement Mercier comme compensation pour tous les biens des Jésuites d'autrefois :

Aux Jésuites, la <i>commune</i> de Laprairie et.....	\$160,000
A Laval de Québec.....	\$100,000
A sa succursale de Montréal.....	\$ 40,000
A l'archidiocèse de Québec.....	\$ 10,000
A l'arch. de Montréal.....	\$ 10,000
A la Préfecture du Golfe St-L.....	\$ 20,000
A Chicoutimi.....	\$ 10,000
A Rimouski.....	\$ 10,000
A Nicolet.....	\$ 10,000
A Trois-Rivières.....	\$ 10,000
A St-Hyacinthe.....	\$ 10,000
A Sherbrooke.....	\$ 10,000

Total \$400,000

Le R. P. Turgeon annonçant, la remise faite par lui de la part de l'indemnité assignée à chacun par le Pape et informant le premier ministre de l'expiration de son double mandat, écrivit :

Collège Ste-Marie, 15 déc. 1889

L'honorable Honoré Mercier,

Premier Ministre, Province de Québec.

Monsieur le Ministre,

Le cinq novembre dernier, se terminait heureusement la longue et pénible question des *Biens des Jésuites* par le versement de la somme convenue, quatre cent mille piastres.

Le même jour, obéissant aux injonctions du Saint-Siège, je remettais à leurs Grandeurs les Évêques de la Province de Québec, ainsi qu'à l'Université Laval à Québec et à Montréal, le montant que le Saint-Père leur assignait; et la Compagnie de Jésus recevait aussi la part que le document pontifical lui laissait. J'écrivis de suite à l'Éminentissime Cardinal, Prêtre de la Propagande, et à Sa Paternité, le Très Révérend Père Général des Jésuites, leur annonçant l'heureux événement. La réponse, arrivée ces jours derniers, me donne la satisfaction de vous dire qu'ils sont contents de la solution de cette affaire.

Il ne me reste plus, Monsieur le Ministre, qu'à vous signifier officiellement que mon mandat est expiré et à vous

accuser réception de la copie des documents concernant la *Commune de Laprairie*.

La mission qui m'a été confiée était en elle-même toute pleine de difficultés. Je dois vous l'avouer cependant, Monsieur le Ministre, la bienveillance avec laquelle vous m'avez accueilli et avec laquelle vous m'avez traité dans tout le cours des négociations, la délicatesse de vos honorables collègues, le dévouement des honorables membres des deux Chambres, ont rendu ma tâche comparativement facile.

Votre gouvernement a droit à ma sincère reconnaissance; et je désire vous la témoigner encore une fois en me démettant de mon double mandat de représentant du Saint-Siège et de procureur spécial de la Compagnie de Jésus.

Le gouvernement de la Province de Québec a rendu un véritable service au peuple canadien, en déchargeant la conscience de ses habitants d'un poids qui l'accablait depuis longtemps; et il a fait un grand acte d'énergie, en réglant définitivement une question qui paraissait insoluble.

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, de vous offrir mes félicitations et mes sincères remerciements; et, par votre entremise, permettez-moi de les offrir aussi à vos honorables collègues ainsi qu'aux honorables membres des deux Chambres.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre très humble serviteur,

(signé) A.-D. TURGEON, S.J.

Réponse à la lettre précédente.

Cabinet du Premier Ministre,
Province de Québec.

Québec, le 14 janvier 1890

Très Révérend Père,

Votre lettre du 15 décembre dernier m'informant officiellement que votre mandat au sujet de la question des biens des Jésuites était terminé par le paiement de la somme de quatre

cent mille piastres, de la part du gouvernement, et par la distribution que vous avez faite de cette somme aux personnes indiquées dans le Décret pontifical, ne m'est arrivée qu'à mon retour des États-Unis, au commencement de ce mois. C'est la cause du retard à vous répondre.

Veillez, Très Révérend Père, croire au plaisir qu'éprouvent tous les membres du gouvernement de voir cette question réglée définitivement à la satisfaction du Saint-Père, de la Propagande, de l'ordre des Jésuites et même de la minorité protestante de la province.

Vous n'êtes pas sans connaître la guerre injuste qui nous a été faite depuis quelque temps à ce sujet; mais nous la subissons sans murmure, convaincus que nous sommes, comme vous le dites si bien dans votre lettre, que "le gouvernement de la province de Québec a rendu un véritable service au peuple canadien en déchargeant la conscience de ses habitants d'un poids qui l'accablait depuis longtemps, et qu'il a fait un grand acte d'énergie en réglant définitivement une question qui paraissait insoluble".

Veillez agréer, Très Révérend Père, l'expression de la haute considération que mes collègues et moi avons pour vous tout particulièrement comme représentant du Saint-Père et de l'ordre des Jésuites dans tout le cours de cette transaction, et me croire,

Votre bien dévoué,

(signé) Honoré MERCIER,

Premier Ministre.

Lettre de remerciements du Très Révérend Père Général de la Compagnie de Jésus à "Son Excellence l'hon. Monsieur Mercier, premier Ministre."

Fiesole, 5 janvier 1890

Excellence,

Maintenant que l'affaire des Biens des Jésuites est entièrement terminée, en nous félicitant de cet heureux événement, nous ne pouvons pas oublier ceux à qui nous en sommes re-

devables. C'est Votre Excellence et ses Collègues dans le gouvernement, ainsi que les honorables Membres de la Législature, qui, avec une merveilleuse unanimité, à travers des obstacles, des difficultés sans nombre, avez conduit cette cause à bonne fin.

Vous avez tous agi, sans doute, sous l'inspiration d'âmes naturellement droites et pour accomplir un acte de justice : aussi le témoignage de votre conscience est votre récompense la plus légitime et la plus douce. Néanmoins, nous ne pouvons oublier que, dans les travaux entrepris, dans les luttes ardentes soutenues pour le triomphe du droit, vous avez fait preuve d'un intérêt et d'un dévouement qui dépassent les exigences du strict devoir. C'est pourquoi je tiens à exprimer hautement à Votre Excellence et, par son entremise, à ses Collègues du Gouvernement et aux honorables Membres des deux Chambres, de la part de notre Compagnie, la profonde reconnaissance qu'elle leur doit et qu'elle leur conservera toujours.

Je prie Votre Excellence et ces Messieurs de vouloir bien agréer les sentiments de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

(signé) A.-MAR. ANDERLEDY,
Général de la Comp. de Jésus.

Québec, le 6 février 1890

Au T. R. Père Anderledy,
Général de la Cie de Jésus, Fiésole, Italie.

Très Révérend Père,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 5 janvier dernier, par laquelle vous me remerciez, ainsi que mes collègues dans le gouvernement et dans la Législature, du règlement de l'affaire des biens des Jésuites.

Je suis vivement sensible aux bonnes paroies que vous me dites et très touché des félicitations que vous m'adressez, ainsi qu'à mes collègues.

Dans le règlement de cette question, je n'ai pas eu d'autre but que mon devoir; et je suis heureux d'apprendre que les efforts que nous avons faits pour arriver à la solution de cette question, soient si bien appréciés par un homme de votre haute position, chef d'un Ordre religieux aussi distingué par l'intelligence que par les vertus de ses membres.

Mes collègues dans le gouvernement et dans la législature sauront, j'en suis sûr, apprécier votre lettre de la même manière que moi.

Veillez agréer, Très Révérend Père, l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur de me souscrire

Votre tout dévoué,

(signé) Honoré MERCIER.

Envoi au R. P. Turgeon, recteur du collège Sainte-Marie, à Montréal, du volume contenant tous les documents relatifs au règlement de la question des *Biens des Jésuites*.

Cabinet du Premier Ministre,
Province de Québec.

Québec, 12 février 1891.

Révérend Père Recteur,

J'ai l'honneur de vous transmettre avec la présente le volume contenant les documents en rapport avec le règlement de la question des "Biens des Jésuites", et de vous prier de le conserver comme souvenir d'un des actes politiques les plus importants du monde entier, et en souvenir de la profonde estime avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Votre tout dévoué,

(signé) Honoré MERCIER,
Premier Ministre.

